

Allocution d'Alfred MARIE-JEANNE, Président du Mouvement Indépendantiste Martiniquais

GWAN SANBLE

26 Avril 2015, Hall des Sports de Rivière-Salée

Beaucoup d'entre vous constatent aujourd'hui, avec regret, et amertume qu'ils ont été lésés, qu'ils ont été délaissés, qu'ils ont été kouyoné par tout un flot de promesses non tenues.

Ils m'ont demandé de revenir

Vox Populi Vox Dei

Répondant à cet appel pressant, je suis venu vous dire solennellement que je reviens.

Je reviens mais pas seul.

Je reviens avec les partis PCM, CNCP, Martinique Ecologie, Palima, RDM et MIM, dont les représentants officiels se sont exprimés avant moi, avec brio, conviction et détermination.

Il faut se rendre à l'évidence que la Martinique a perdu une bonne part de son éclat.

La confiance n'est plus.

On peine à investir.

On peine à construire.

Et les médias rappellent, tous les jours avec gravité, que la Martinique est devenue un haut lieu du crime.

On s'entretue à qui mieux-mieux et trop souvent pour des peccadilles.

Je suis venu vous dire que je reviens pour restaurer la confiance.

Confiance, élément primordial pour un redémarrage pérenne.

Développement sans confiance et sans conscience des enjeux n'est que ruine du Pays.

A cet égard, s'il est vrai que des individualités martiniquaises se distinguent au niveau international, dans le monde économique, culturel, scientifique, sportif et médiatique, pensez-vous vraiment que la Martinique peut se construire valablement sur les seuls succès personnels ? Que nenni !

C'est notre ambition, notre motivation et notre intelligence collective qui feront à coup sûr gagner la Martinique.

Je reviens pour construire, avec vous, ce futur commun.

C'est le moment de rappeler qu'à deux reprises vous m'avez confié, les rênes de la Collectivité Régionale. J'ai été un homme d'ouverture. J'ai agi ni au nom d'un clan, ni même au nom de mon camp. J'ai été le Président de tous les Martiniquais et ressortissants sans aucune discrimination.

Dépassant ainsi les débats partisans, j'ai opté pour une gestion qui a permis à toutes les tendances issues démocratiquement des urnes, de s'exprimer et de faire leurs preuves.

Je suis venu vous dire que je reviens pour rétablir illico presto la démocratie.

Démocratie, élément fondamental de transparence faisant binôme avec la confiance.

Ces principes inviolables étant réaffirmés, l'objectif est d'assurer le bien-être économique et social du Peuple Martiniquais. Mais pas à n'importe quel sacrifice !

La Martinique, notre unique richesse, n'est pas à brader, n'est pas à vendre à l'encan au plus offrant et au dernier renchérisseur.

Notre patrimoine foncier, déjà suffisamment altéré, doit faire l'objet d'une

attention particulière de tous les instants pour éviter l'irréparable.

La Martinique, ce sont aussi, nos atouts naturels autres, tels que, la mer, le vent, le soleil, les sous-sols... que nous devons certes valoriser. Mais pas n'importe comment ! En tout cas, pas au détriment de notre population !

La Martinique, c'est aussi notre richesse culturelle.

Je reviens pour valoriser tous nos atouts, tout en sauvegardant notre patrimoine.

A ce stade, permettez-moi, d'écouter avec circonspection, les propos des experts et analystes économiques, qui s'accordent enfin sur deux points :

- le premier refrain affirme « qu'il faut changer le logiciel économique ». C'est reconnaître explicitement que l'Assimilation est arrivé à bout de souffle et qu'il nous faut de changer de braquet.

- le deuxième refrain nous indique qu'il nous faut nous inscrire dans le nouveau paradigme de la Croissance Verte. Ce qui pratiquement signifie, privilégier le développement d'un territoire, tout en préservant les ressources du territoire, pour la population vivant sur le territoire.

Ces idées ne sont pas nouvelles, elles font leur chemin ... elles sont à la

base des fondements des mouvements politiques que j'ai l'honneur de représenter ici. Ces partis qui se ressemblent par l'idéologie et par la vision, se rassemblent pour porter la même ambition pour le Pays.

A l'inverse du camp adverse, ensemble sans conviction vertébrale, nous avons le privilège d'avoir toujours prouvé que le modèle qui nous est imposé, a plutôt tendance à piller nos richesses sans enrichir notre Peuple.

Je reviens donc pour continuer et amplifier ce travail initié sur la base d'une vision partagée reposant sur trois grands défis.

- Le défi démographique

En nous appuyant comme d'habitude sur notre richesse humaine. En effet, la Martinique a toujours montré et démontré, aux détours de sa sombre histoire, qu'elle savait faire preuve de créativité, de savoir-faire. Ce challenge est à notre portée, en libérant les initiatives prometteuses.

- Le deuxième défi est économique

Il doit prendre appui sur nos atouts naturels. Il faut redonner à la Terre et à la Mer, leur dimension nourricière, mais d'exploiter sans ravages leurs potentiels industriels et énergétiques.

Il importe aussi, à partir de notre patrimoine culturel, naturel,

gastronomique, d'avoir un tourisme différencié et plus authentique.

- Et puis, il y a le défi écologique.

Sur lequel nous reviendrons car les menaces qui fragilisent notre Pays sont tout autant endogènes qu'exogènes.

Je tiens à prendre devant vous deux engagements sans lesquels tout le reste relèverait du fantasme.

Premièrement, il faut maîtriser les Finances Publiques. C'est le préalable des préalables. Car je reste convaincu que sérieux budgétaire et investissement ne sont pas antagonistes.

Car si l'investissement est une nécessité, il doit être aussi une discipline. Il doit être ciblé sur des actions prioritaires multiplicatrices d'entraînement.

Je veux donc dire ici que je m'inscris en rupture avec la méthode employée actuellement caractérisée par la gabegie qui rime avec études plantureuses, conférences onéreuses, agences budgétivores et recrutements oisifs et intempestifs.

Deuxièmement, je m'engage à assurer la transparence de l'information en bannissant la communication dispendieuse et mensongère.

Je reconnais ne pas avoir suffisamment communiqué lors de mes mandats précédents.

A cet égard, que de boycotts, j'ai eu à surmonter.

Sans tomber dans l'excès inverse qu'affectionne l'actuel Président, avec une communication sans maman, beaucoup centrée sur des intentions virtuelles, je ferai ce qu'il faut pour que vous soyez le plus objectivement informé.

Ces préalables étant rappelés, revenons aux trois défis mentionnés ci-dessus.

Défi démographique, défi économique et défi écologique sont déjà gravés dans le Schéma Martiniquais de Développement Economique (SMDE) et dans l'Agenda 21. C'est deux documents ont été adoptés à l'unanimité par les deux Assemblées. Ils ne sont pas figés. Ils sont amendables. D'ailleurs, les Présidents des deux Assemblées s'y réfèrent pour décliner à leurs manières les orientations préconisées.

Concernant le défi démographique

Nous devons l'aborder sous le double aspect du vieillissement et de la jeunesse.

Dabou dabo, c'est l'Education qui doit primer, dès la petite enfance jusqu'à l'Université en passant par la formation professionnelle.

A l'instar de ce qui avait été initié en mon temps, il sera mis en place un programme pluriannuel d'intervention dans tous les équipements éducatifs. L'investissement devra être ciblé et correctement évalué pour ne pas tomber dans les errements concernant la reconstruction du Lycée Schoelcher pour ne citer qu'un exemple.

Bien sûr une concertation se fera avec le Rectorat dans le but de mieux ajuster la politique éducative à notre histoire et à notre environnement. Cette politique éducative ne prendra tout son sens que si elle permet de mieux articuler renouvellement et professionnalisation des générations.

C'est dans ce cadre qu'il urge de relancer les Contrats d'Etudes Prospectives prévus par le SMDE dont l'objectif est justement d'anticiper les changements et d'éclairer les stratégies en matière d'emploi et de développement des compétences.

Il sera conséquent d'associer l'Université des Antilles, maillon fort de notre système éducatif, que certains sans vergogne souhaitent démanteler au moment où le bon sens commande à la mutualisation des moyens humains et financiers.

Dans le même ordre d'idées, le sport constituera un chaînon incontournable de notre politique. Dans cette perspective, nous redonnerons sa vraie vocation à l'Institut des Métiers du Sport. Nous rediscuterons avec l'Etat le programme pédagogique pour que ce lieu emblématique ne soit pas dévoyé.

Concernant l'Institut Régional des Arts de la Scène et Spectacle, projet qui avait reçu l'aval des artistes et que mes successeurs ont laissé au fonds d'un tiroir, il sera remis au goût du jour.

Concernant le domaine sanitaire et social, alors que le Centre Hospitalier Universitaire de Martinique peine à retrouver son équilibre financier, il serait de bon aloi, de passer convention avec les deux cliniques privées lorsque les compétences existent.

Cette proposition qui émane de votre serviteur a été favorablement accueillie par la Ministre de la Santé. Nous veillerons à sa mise en œuvre concrète. Pas pawol an bouch pa chaj.

Dans le même sens, pour gérer l'accompagnement de nos aînés, il serait aussi souhaitable d'avoir aussi recours au monde associatif, socle incontestable de l'Economie Sociale et Solidaire.

Vous l'avez compris, plus que d'un catalogue, c'est la méthode concertée

avec acteurs publics et privés que dépendra aussi la capacité de la Collectivité Territoriale de Martinique à créer un cadre propice à l'investissement.

Concernant le défi économique

Le libéralisme forcené et la financiarisation contraignante ont contribué à aggraver les fractures entre les plus aisés et les plus démunis. Cependant le centre de gravité de l'économie mondiale commence à se déplacer. Des contre-pouvoirs s'installent. Les alliances se redéfinissent. C'est dans ce cadre mouvant qu'il faut aussi se placer pour ne pas rater les diverses opportunités nouvelles qui s'offrent à nous, sans cesser de coopérer avec la France et l'Europe.

Concernant le défi écologique

Il faut être en dialogue permanent avec l'Environnement. Car les nouvelles activités liées à la mise en valeur de nos potentialités, si elles sont mal maîtrisées, peuvent assurément constituer des menaces non négligeables. Les ravages sont déjà à nos portes même si tous les maux ne viennent pas de nous.

Ce sont des plages qui disparaissent.

C'est la température qui s'élève.

Ce sont les sargasses qui nous envahissent.

C'est la montée des eaux qui nous inquiète.

Etc...

On a pris la mauvaise habitude d'opposer Economie et Ecologie, pas nous, alors que défi économique et défi écologique sont intimement liés. Ce sont les deux faces d'une même pièce.

L'éconologie pour faire du néologisme, devrait permettre d'exploiter de manière raisonnée notre patrimoine pour créer des activités porteuses de plus-values et d'emploi pour le Peuple Martiniquais.

Si l'exploitation de l'homme par l'homme doit avoir une fin, l'exploitation de la nature par l'homme doit aussi avoir une fin.

Certains diront que c'est de l'Utopie.

Je réponds par avance que c'est de l'Utopie réaliste.

La question cruciale est toujours de savoir comment mettre tout ça en ordre de marche.

Il ne suffit pas d'espérer pour agir, il faut aussi agir pour espérer.

Un exemple très concret

Sur le développement énergétique, par exemple, La Martinique, chef de file des sept RUP, avait effectué des travaux importants, dans le cadre de EnergieRup.

Pour la Martinique, l'énergie thermique des mers, la houle et le vent avaient été identifiés comme filières énergétiques à fort potentiel ; et l'analyse économique avait mis en avant la rentabilité de la filière éolienne offshore et l'énergie thermique des mers.

Restait à mettre en œuvre ces possibilités autour d'un pôle technologique associant notre Université le monde de la recherche et le monde de l'entreprise. Qu'ont-ils fait ? Ils ont créé une Agence Régionale de l'Energie, budgétivore qui s'échine à sortir des projets concrets.

Sur la valorisation de la biodiversité, toujours en lien avec les autres Collectivités Ultrapériphériques des zones tropicales et subtropicales, dont la biodiversité est exceptionnelle, le projet NETBIOME, avait permis de développer une stratégie commune sur la gestion intégrée et durable de la biodiversité. Ce projet avait été fait en partenariat avec l'Agence Nationale de la Recherche Française et l'Agence de Recherche Portugaise.

Ce que je veux démontrer à travers ces deux exemples, c'est qu'il nous faut tendre vers la mutualisation des moyens humains et financiers d'ici et d'ailleurs pour gagner en efficacité, au lieu de créer agence sur agence improductives.

Il s'agit de créer des pôles fédérateurs alliant entreprises et universités, fondations d'entreprises et financements publics, le but étant d'atteindre

la masse critique nécessaire pour attirer chercheurs et investisseurs martiniquais et internationaux.

Cette méthode, et j'en viens là au cadre d'intervention que la CTM devra mettre en place. Nous la déclinons comme une fusée à quatre étages :

Le premier étage de la fusée sera basé sur le partenariat avec les acteurs privés.

C'est ce que nous avons déjà amorcé en mettant en place toute une gamme d'outils financiers dont celui de capital développement. J'ai nommé ici, SAGIPAR, qui doté grâce à l'apport d'un certain nombre d'investisseurs martiniquais, avait permis de recapitaliser des entreprises martiniquaises dont la principale caractéristique, reste d'être sous-capitalisées.

Aujourd'hui, SAGIPAR est explosée. Il faudra bien la redynamiser.

C'est l'occasion de lancer un appel aux investisseurs martiniquais en leur demandant d'accompagner les initiatives publiques et d'investir en Martinique.

D'autre part, pour être dans une relation apaisée à l'intérieur de l'entreprise, il faut introduire des représentants des salariés dans les conseils d'administration.

Cette formule qui devrait, à terme, installer la confiance et faire en sorte que l'entreprise soit le lieu de la création collective de richesse, constitue une pierre à la réflexion que nous devons ensemble mener sur le dialogue social.

Le deuxième étage de la fusée sera basé sur le partenariat avec les Communautés d'Agglomération que sont Cap Nord, la CACEM et l'Espace Sud.

Il s'agira, pour la Collectivité Territoriale de Martinique et son Conseil Exécutif, d'asseoir une collaboration avec ces Communautés placées au cœur de la réalité martiniquaise, pour mieux décliner la stratégie territoriale à l'échelle de chaque espace communautaire.

Cette stratégie permettra d'organiser des bassins de vie, ayant vocation à accueillir des activités traditionnelles dans les Espaces d'Aménagement Touristiques (pour lesquelles entre parenthèses les études avaient été réalisées et les financements déjà négociés dans les programmes européens ... et puis ayen pas fét!!!), les Zones Agricoles Protégées Aménagées, ou des activités plus innovantes comme une technopole énergétique.

Le dialogue avec les Communautés d'Agglomération, deviendra un outil décisif dans la politique d'Aménagement du Territoire. Il devrait

permettre de :

- décliner de manière plus efficace la politique du transport terrestre et maritime, à partir de la dorsale du TCSP, et dans un maillage intelligent qui combine logique inter-urbaine et logique intra-urbaine.
- Mieux réguler le réseau du Très Haut Débit, pour rompre ainsi la fracture numérique qui isole encore un bon nombre de nos compatriotes.

La concertation avec les Communautés d'Agglomération sera également le pilier de la politique foncière. Car au moment où l'étalement urbain entame les espaces naturelles, fait de la terre une proie pour les opérateurs immobiliers, il nous faudra disposer d'un vrai opérateur foncier, dotant l'actuel Etablissement Public Foncier Local, de moyens conséquents s'il le faut.

Venons-en au troisième étage de la fusée qui sera basé sur la poursuite de la concertation avec les pays de la Caraïbe autour des axes suivants :

- des outils au profit des entreprises martiniquaises, avec des dispositifs d'accompagnement à l'international.
- Des actions en faveur des institutions publiques de la Caraïbe, n'en déplaise à certains : avec aide pour la prévention des risques naturels, des actions de coopération médicale et scientifique ...
- des projets portés par des acteurs de la Martinique comme de la

Caraïbe, dans des domaines aussi variés que l'alphabétisation, la valorisation scientifique des plantes médicinales de la Caraïbes, la pêche, le traitement des déchets ...

En bref, au lieu des grands-messes, des actions concrètes réciproques, déjà impulsées.

Enfin, le quatrième étage aura pour rôle de poursuivre le dialogue avec le Gouvernement, quel qu'il soit, dans un partenariat efficace avec les instances européennes dans l'intérêt de la Martinique.

Nous constatons d'une part, la disparition progressive des protections et des dérogations commerciales et d'autre part la raréfaction des crédits d'Etat et des crédits Européens.

Cela nous impose de produire plus compétitifs et d'attirer des investisseurs privés.

Dans cette perspective, solliciter de la part de Paris et de Bruxelles, un dispositif-cadre pour accompagner la mise en œuvre des documents financiers que constituent le Contrat de Plan et le Programme Européen sera une priorité.

Ce dispositif-cadre devra nécessairement intégrer un volet fiscal. En effet,

comme pour les enjeux traditionnels, tel que l'agriculture ou la pêche, il importe, pour les nouveaux enjeux environnementaux, énergétiques et touristiques, que soient mis en place des fiscalités spécifiques, levier indispensable en matière de politique d'investissement.

Ce dispositif-cadre devra également intégrer un volet commercial et douanier, au risque de nous laisser éternellement sur le strapontin de membre observateur dans les instances caribéennes que nous pouvons désormais intégrer.

Ce dispositif-cadre devra de même intégrer un volet aérien :

Il nous faut impérativement être en capacité de réduire le déficit d'accessibilité en améliorant la réglementation qui gère à la fois, l'organisation du ciel européen comme celui de la Caraïbe. Il est illusoire de penser que nous pourrions trouver une réponse à la double problématique du mono-clientélisme français et de la saisonnalité du tourisme, si la réglementation européenne n'est pas adaptée.

L'absence d'adaptation voue à l'échec les initiatives comme celle que nous avons prises en faveur de Delta-Airline ou de la Liat. Initiatives devenues indispensables et incontournables pour porter solution à l'isolement aérien de notre Pays, mais initiatives mort-nées dans un monde réglementaire européen figé.

Ce dispositif-cadre devra aussi intégrer un volet emploi : des mesures spécifiques pour accompagner la cessation d'activités dans les métiers à faible perspective, ou la création d'emplois dans les métiers en développement.

Les subsides diminuant, il nous faut aujourd'hui de la subsidiarité, c'est à dire la capacité réglementaire et juridique à mettre en œuvre de manière effective les orientations stratégiques convenues avec l'Union Européenne.

En définitive, l'ambition de la réduction de la dépendance énergétique, la valorisation de la biodiversité, le développement de la recherche et de l'innovation, l'amélioration de l'attractivité touristique, en bref, la capacité à créer des activités génératrices d'emploi, passe inévitablement par la mise en place d'un cadre spécifique qui permet de mobiliser des partenariats avec des investisseurs martiniquais et internationaux.

Voilà le message que je voulais vous délivrer. Il n'est pas exhaustif, loin s'en faut.

Ce sont là les priorités qui s'imposent à nous, dans un monde contraint budgétairement, et qui oblige à trouver des formules innovantes pour le financement d'activités créatrices d'emplois.

Que 2015 nous permette de faire les bons choix pour mieux réussir la Martinique de demain, une Martinique durable, une Martinique plurielle, forte de la richesse de toutes ses composantes, de toutes ses générations, de toutes les intelligences de ses hommes et de ses femmes, vivant dans mais aussi en dehors du Pays.

Alfred MARIE-JEANNE

Président du MIM

Allocution Gwan sanblé du 26 Avril 2015